

Postes, conditions de travail, moyens... **2012, la pire des rentrées**

La rentrée des classes de septembre 2012 est la pire des rentrées parce que 13000 postes supplémentaires sont supprimés. Ces 13000 postes viennent s'ajouter aux 60000 suppressions des 5 années précédentes, alors que la rentrée 2011 s'était déjà faite dans des conditions déplorables. Le gros millier d'enseignant-e-s dont le nouveau gouvernement a annulé la suppression ne peut le masquer. Des classes encore plus nombreuses. Des options et des filières inaccessibles. Des conditions de travail dégradées pour tou-te-s, élèves et personnels.

Et 2012 sera encore une année noire pour les nouvelles enseignantes et les nouveaux enseignants. Les stagiaires seront encore quasiment à plein temps en responsabilité devant les élèves, sans formation professionnelle.

La faute à Sarkozy... mais pas seulement

Bien entendu, cette rentrée est d'abord celle qui a été voulue par Sarkozy/Fillon/Chatel. Mais le gouvernement Hollande/Ayrault/Peillon a choisi de la laisser quasiment telle quelle, en ne proposant que des aménagements à la marge, là où un véritable plan d'urgence était nécessaire... et assez facilement possible, avec un peu de volonté politique :

- Personne ne nous fera croire qu'il n'était pas possible de recréer immédiatement des milliers de postes, en commençant par titulariser les précaires.
- Après que le Conseil d'État a annulé au 31 juillet 2012 le cahier des charges de la formation des professeurs et des CPE, il était tout à fait possible d'améliorer vraiment les conditions d'entrée dans le métier des stagiaires. Mais Peillon a décidé cet été de publier le cahier des charges préparé par Wauquiez et Chatel, alors que ce projet avait été unanimement condamné par le CNESER (le 19 mars) et par le Conseil supérieur de l'Éducation (le 12 avril).

Demain ça ira mieux ? Ça dépend de nous !

Peillon a justifié l'insuffisance des mesures d'urgence par le lancement d'une grande consultation « pour la refondation de l'école ». Pourtant, comme nous le craignons, l'essentiel des décisions semblent prises avant même que la consultation ait débuté, et aucune rupture avec le démantèlement libéral du service public d'éducation ne s'annonce.¹

SUD éducation continuera de défendre ses revendications pour une école démocratique, critique et émancipatrice y compris en étant présent dans la concertation. Mais pour le service public d'éducation comme pour l'ensemble des questions qui touchent au monde du travail, un véritable changement dépend avant tout des mobilisations. SUD éducation s'emploiera à les construire et invite les personnels à se réunir dès la rentrée pour débattre des exigences à porter et des moyens à mettre en œuvre pour obtenir satisfaction.

Saint-Denis, le 1^{er} septembre 2012

¹ Voir notre communiqué : « Reprise de la concertation "pour la refondation de l'école" - SUD éducation tire la sonnette d'alarme et invite les personnels à débattre et à organiser des mobilisations » - <http://www.sudeducation.org/Reprise-de-la-concertation-pour-la.html>